



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

ALLOCUTION
DE MONSIEUR NOUREINI TIDJANI-SERPOS
SOUS-DIRECTEUR GENERAL
DEPARTEMENT AFRIQUE
à l'occasion de la conférence régionale préparatoire à la 48^{ème}
session de la conférence internationale de l'éducation (CIE).
17 et 18 septembre 2008, Yaoundé, Cameroun

Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Cameroun,
Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement du Cameroun,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres en charge de l'Education,
Mesdames et Messieurs les Membres du Corps diplomatique,
Chers collègues du Système des Nations Unies,
Madame la Directrice du Bureau International pour l'Education (BIE-UNESCO),
Chers participants,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que je prends la parole au nom de Monsieur Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, pour vous souhaiter la bienvenue à l'occasion de la Conférence régionale préparatoire à la 48^{ème} session de la Conférence Internationale de l'Education que le Cameroun a bien voulu co-organiser avec l'UNESCO et qui a pour thème « l'éducation pour l'inclusion : enjeux et priorités pour l'Afrique ».

Permettez-moi tout d'abord de vous dire que si cette Conférence régionale est organisée ici à Yaoundé, c'est grâce à l'excellente coopération qui existe entre l'UNESCO et le Cameroun, et, ce, dans tous les domaines de compétence de l'Organisation : éducation, science, sciences sociales et humaines, culture, communication et information. Cette coopération jouit de l'appui des plus hautes autorités de l'Etat camerounais.

L'UNESCO s'est ainsi vu honorée de la visite de Son Excellence Monsieur le Président de la République et de Madame BIYA, à l'occasion de la 34^{ème} session de la Conférence générale en octobre 2007 et a été confortée dans son mandat et action par le message présidentiel dont je voudrais citer, avec votre permission, l'extrait suivant : *« Dans un monde en mutation du fait de la globalisation des échanges, l'UNESCO conserve toute son autorité sur le plan de ses responsabilités fondamentales. Elle reste le garant des principes des valeurs d'universalité, de justice et de respect des droits humains et de tolérance, qui constituent les meilleures cartes possibles pour le dialogue entre les cultures »* Fin de citation.

Je voudrais vous exprimer, Monsieur le Premier Ministre et à travers vous, à l'ensemble des autorités camerounaises, mes sincères remerciements pour l'accueil chaleureux réservé aux participants, ainsi que pour tous les efforts déployés en vue de la réussite de ces assises, car votre présence, Monsieur le Premier Ministre, à l'ouverture de ce Forum régional, constitue un signal fort rappelant que l'éducation au Cameroun, résulte d'un engagement collectif, fondé sur un projet de société mûrement choisi, défini par des orientations politiques et stratégiques claires, et jouissant d'un partenariat aussi large que fécond. Car l'éducation, noble investissement portant sur l'homme, est, comme l'a énoncé le Forum de Dakar en 2000, « l'affaire de tous. »

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs,

L'UNESCO accorde une importance cruciale à l'Education pour l'inclusion qui est à la fois une question de respect des Droits de l'homme et une démarche visant l'adaptation des cadres d'apprentissage à la diversité des apprenants.

Qu'il me soit ainsi permis de rappeler la définition de l'inclusion selon les principes directeurs de l'UNESCO, définition reprise par ailleurs dans le document conceptuel de notre réunion : *« l'inclusion est considérée comme un processus visant à tenir compte de la diversité de tous les apprenants et à y répondre par une participation croissante à l'apprentissage, aux cultures et aux collectivités, et à réduire l'exclusion qui se manifeste dans l'éducation. Elle suppose la transformation et la modification des contenus, des approches, des structures et des stratégies, avec une vision commune qui englobe tous les enfants de la tranche d'âge concernée, et la conviction qu'il est de la responsabilité du système éducatif général d'éduquer tous les enfants »*. Nous sommes bien ici au cœur des objectifs de l'Education Pour Tous et des objectifs du Millénaire pour le développement.

La présente réunion régionale revêt par conséquent une importance significative car elle offre un forum de réflexion, de discussions, d'échanges et de recommandations à travers lequel les pays ici représentés, forts de leurs politiques nationales, formuleront une vision régionale commune sur les enjeux et priorités de l'éducation pour l'inclusion en Afrique, vision qu'ils partageront au niveau mondial lors de la 48^{ème} Conférence internationale de l'éducation prévue à Genève en novembre prochain. Elle constitue un cadre de référence au sein duquel seront discutées, de manière ouverte et approfondie, les questions-clés relatives à l'éducation inclusive, et elle contribuera à diffuser au sein du continent un concept qui n'a pas encore, jusque là, fait l'objet explicite d'une sensibilisation suffisante.

Dans une perspective d'intégration des approches novatrices au niveau de l'Afrique, les expériences et pratiques les plus réussies dans ce domaine sur le continent peuvent être partagées avec l'ensemble des participants.

Au terme de la conférence, les participants auront inéluctablement fait un état des lieux des politiques éducatives centrées sur l'éducation pour l'inclusion et auront réfléchi aux stratégies pédagogiques favorisant la promotion et la mise en œuvre de ce type d'éducation dans le contexte africain. Les Etats Membres d'Afrique se rendront donc à la conférence de Genève en rangs serrés, forts de la vision commune et partagée qui sera dégagée à l'issue de la présente conférence préparatoire.

Ce faisant, nous nous alignons sur les principes directeurs qui doivent guider la mise en œuvre de la Deuxième Décennie de l'Education en Afrique (2006 – 2015), stipulant entre autres que les perspectives fondées sur les droits de l'homme sont la base de toutes les mesures politiques en matière d'éducation et que dans ce cadre, il y a lieu de s'assurer d'un appui politique fort, au niveau national, continental et international, et de mettre l'accent sur les questions stratégiques dont la mise en œuvre fera la différence au sein des Etats et au niveau régional.

Les assises qui nous réunissent ce jour contribueront assurément au processus d'intégration régionale africaine chère aux Chefs d'Etat et de Gouvernement africains, et à laquelle l'UNESCO participe, à travers son partenariat avec le continent, sa coopération avec l'Union africaine et son programme NEPAD, avec les communautés économiques régionales et les organisations d'intégration régionale.

Aussi, je ne doute pas que les propositions pertinentes que vous adresserez à la Conférence Internationale de l'Education à Genève enrichiront les réflexions et débats qui s'y tiendront.

Comment inclure pour construire nos jeunes nations tout en ayant à cœur l'intégration progressive du continent en commençant, dans le cadre des communautés économiques sous-régionales, par envisager un programme scolaire commun ? Comment intégrer l'esprit des jeunes Africains autour d'un cadre commun de références, de valeurs partagées et d'acceptation sereine de la diversité ? Comment prendre en compte l'interface éducation / culture pour que l'école africaine montre toute sa pertinence dans la formation de jeunes Africains qui sortent d'une vision ethnique du monde pour s'approprier une vision nationale et panafricaine ?

Comme vous le voyez, l'éducation pour l'inclusion en Afrique ne concerne donc pas seulement les exclus, les laissés pour compte du système éducatif, les handicapés et les marginalisés. L'éducation pour l'inclusion nous concerne tous et doit nous aider tous à ne plus concevoir une vision élitiste de l'éducation mais bâtir un système éducatif démocratique qui donne la chance à chacun.

Et pour atteindre ces objectifs, il est important de mobiliser simultanément les autorités politiques, les enseignants, la société civile en vue d'accroître les moyens et de lancer un vaste projet de développement de nouveaux programmes scolaires.

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Experts,

Voilà quelques pistes que j'ai voulu apporter à votre aimable attention pour nourrir notre réflexion collective sur ce sujet éminemment stratégique.

Je vous remercie.